

Ni police, ni fascistes contre les étudiant.e.s occupant des locaux universitaires

Libre occupation des universités contre la sélection et son monde

Ce jeudi 22 mars, à l'appel de 7 syndicats de fonctionnaires, plus de 5 000 personnes ont défilé dans les rues de Strasbourg. Peu avant l'arrivée à la place Kléber, plusieurs centaines de manifestant.e.s ont pris la direction du Palais Universitaire. Une Assemblée Générale s'y est tenue. L'Université de Strasbourg a fait état à l'AEF de « 300 personnes concentrées dans une salle et un bâtiment ». Les étudiant.e.s et lycéen.ne.s ont voté l'occupation du bâtiment mais sans blocage de ce dernier.

Contrairement à ce qu'affirme la présidence de l'université par voix de presse, à aucun moment, la présidence n'a demandé aux occupant.e.s de « libérer les lieux avant 20h sous peine d'intervention des forces de l'ordre ».

Peu avant 20h, les personnels de la DALI, qui étaient sur place depuis le début de l'occupation, ont fait savoir aux occupant.e.s que consigne leur avait été donné de fermer le bâtiment à 20h et que celles et ceux qui ne voulaient pas rester devaient donc quitter les lieux avant cette heure. Lorsqu'un représentant de Sud Education Alsace a demandé à la directrice de la DALI si cela sous-entendait une intervention policière après 20h, il lui a été répondu qu'elle n'avait pas d'information à ce sujet.

Vers 20h30, un [déploiement impressionnant de CRS](#) a eu lieu, depuis plusieurs entrées, dans la Aula Marc Bloch au centre de laquelle les occupant.e.s se sont rassemblées. Encerclé.e.s et gazé.e.s, les occupant.e.s se sont dirigé.e.s, en groupe, vers la sortie.

Il est à noter que la présidence a délibérément tenu non informé les personnels de la DALI présent.e.s sur place et que ces personnels ont subi eux aussi, les effets des gaz lacrymogènes utilisés par les CRS.

Plus soucieuse de communication que d'engager un réel dialogue avec les étudiant.e.s mobilisé.e.s ou même d'assurer la sécurité des personnels qu'elle envoie en première ligne, l'Université de Strasbourg a :

- annulé tous les cours devant se tenir à partir de 17h au Palais Universitaire hier,
- interrompu et fait évacué la cérémonie « Ma thèse en 180s » qui se tenait au Patio hier soir,
- fermé le Palais Universitaire jusqu'à lundi,
- annulé la soirée de gala Alumni au Palais Universitaire ce soir.

Toute cette communication s'est faite sur un seul argument : des blocages dus aux étudiant.e.s mobilisé.e.s. Rappelons qu'il n'y a pas eu de blocage voté hier au Palais Universitaire, l'opération « don du sang » a pu, par exemple aller jusqu'à son terme. Aucun.e manifestant.e n'est allé au Patio en début de soirée. Aucune dégradation n'a été commise par les occupant.e.s du Palais Universitaire.

Il est d'autant plus important de préciser ce fait que des dégradations ont bien été commises, mais par les policiers qui n'ont montré aucune considération pour les lieux et le matériel.

Force est de conclure que c'est donc la présidence de l'Université de Strasbourg qui organise elle même un blocage de certains de ses bâtiments et qui en fait porter la responsabilité aux étudiant.e.s mobilisé.e.s contre la loi ORE et son monde.

Alors qu'hier un [groupuscule d'individus cagoulés et armés de barres de fer et de tasers ont attaqué des occupant.e.s d'un amphi de la Fac de Droit de Montpellier](#) faisant plusieurs blessé.e.s dont certain.e.s gravement, [sous l'œil complice du Doyen](#) ; Alors qu'un groupuscule fasciste [dispose d'un local à 2 pas du campus](#), une telle communication de la présidence diabolisant une occupation pacifique est irresponsable !

Sud Education Alsace et Solidaires Etudiant.e.s Alsace apportent leur soutien :

- aux occupant.e.s de la Fac de Droit de Montpellier victimes d'une attaque d'une violence inouïe et [condamnée par la Ministre Frédérique Vidal elle-même](#),
- aux étudiant.e.s et lycéen.ne.s strasbourgeois.e.s mobilisé.e.s qui sont stigmatisé.e.s par la présidence de l'Université.

Ils condamnent :

- le recours aux forces policières et leur action au cœur d'un bâtiment universitaire historique
- le blocage de nos lieux d'études et de travail par la présidence de l'Université
- le manque de solidarité de la présidence avec les personnels de la DALI.

Nos organisations syndicales continueront la lutte jusqu'au retrait de la loi ORE et l'abandon des réformes délétères en cours de l'ESR.

Fait à Strasbourg, le 23/03/18



Solidaires
étudiant-e-s
syndicats de luttes

Sud Education Alsace/
Solidaires Etudiant.e.s
Maison des syndicats
1 rue Sédillot
67000 STRASBOURG
sudeducalsace@gmail.com
solidaires.etu.alsace@gmail.com



éducation
Sud ALSACE
Union
syndicale
Solidaires